

## TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n°4 (Sénat) relatif aux responsabilités locales  
et ceux de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

ARTICLES		OBJET	DATE  de discussion à l'Assemblée nationale	ARTICLES  de la loi
Projet de loi	Additionnels			
		<b>TITRE I<sup>er</sup></b>		
		<b>LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, LE TOURISME ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>		
		<b>CHAPITRE I<sup>er</sup></b> <b>Le développement économique</b>		
1er		Développement économique	Première lecture 26 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	1er
2 Supprimé (A.N.)		Transfert aux régions des instruments financiers déconcentrés de l'État au service du développement économique	Première lecture 26 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	
	2 bis (A.N.)	Modification du schéma directeur de la région Ile de France	Première lecture 26 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	2
		<b>CHAPITRE II</b> <b>Le tourisme</b>		
3		Répartition des compétences dans le domaine du tourisme	Première lecture 26 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	3
	3 bis (A.N.)	Coordinations	Première lecture 26 février 2004	4
4		Statut et fonctionnement des offices de tourisme	Première lecture 26 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	5
	4 bis (Sénat)	Dispositions spécifiques au tourisme en Guyane	Première lecture 26 février 2004	6
	4 ter (A.N.) Supprimé (Sénat)	Affectation des taxes de séjour	Première lecture 26 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

ARTICLES		OBJET	DATE  de discussion à l'Assemblée nationale	ARTICLES  de la loi
Projet de loi	Additionnels			
	4 quater (A.N.) Supprimé (Sénat)	Publicité de l'affectation de la taxe de séjour	Première lecture 26 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	
	4 quinques (A.N.) Supprimé (Sénat)	Information sur les augmentations de tarifs des taxes de séjour	Première lecture 26 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	
	4 sexes (Sénat)	Affectation du produit des jeux	Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	7
<b>CHAPITRE III</b> <b>La formation professionnelle</b>				
	5A (A.N.) Supprimé (A.N.)	Formation des exploitants de débits de boissons	Première lecture 26 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	
5		Extension des compétences des régions en matière de formation professionnelle	Première lecture 26 février 2004	8
	5 bis (Sénat)	Formation professionnelle des Français établis hors de France	Première lecture 26 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	9
	5 ter (Sénat)	Enregistrement des contrats d'apprentissage	Première lecture 26 février 2004	10
	5 quater (Sénat) Supprimé (A.N.)	Transfert aux régions des stages d'insertion et de formation à l'emploi -SIFE- et des stages d'accès à l'entreprise -SAE	Première lecture 26 février 2004	
6		Plan régional de développement des formations professionnelles	Première lecture 26 février 2004	11
7		Inscription dans le code du travail du plan régional de développement des formations professionnelles	Première lecture 26 février 2004	12
	7 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Composition du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue	Première lecture 26 février 2004	
8		Gestion au niveau régional des formations et crédits de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes	Première lecture 26 février 2004	13
9		Abrogations	Première lecture 26 février 2004	14

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

ARTICLES		OBJET	DATE	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels			
10		Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle	Première lecture 26 février 2004	15
11 Supprimé (Sénat)		Accueil, information et orientation des jeunes et des adultes en matière de formation professionnelle	Première lecture 26 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	
		<b>TITRE II DISPOSITIONS RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES, AUX FONDS STRUCTURELS ET À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>		
		<b>CHAPITRE I<sup>er</sup> La voirie</b>		
	12 AA (A.N.)	Prise en compte du développement durable dans le cadre de l'action des collectivités territoriales	Première lecture 26 février 2004	16
	12 A (Sénat)	Schéma régional des infrastructures et des transports	Première lecture 26 février 2004	17
12		Transfert aux départements de certaines routes classées routes nationales	Première lecture 26 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	18
13		Dispositions particulières relatives aux départements et régions d'outre-mer	Première lecture 26 février 2004	19
14		Institution de péages sur la voirie routière	Première lecture 26 et 27 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	20
15		Exercice de la police de la conservation du domaine public routier	Première lecture 27 février 2004	21
16		Définition et régime juridique des routes à grande circulation	Première lecture 27 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	22
17 Supprimé (CMP)		Pouvoirs du préfet en matière de prévention des risques sur les routes à grande circulation	Première lecture 27 février 2004 CMP 30 juillet 2004	
18		Éligibilité au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des fonds de concours versés à l'Etat par les collectivités territoriales et leurs groupements pour des opérations d'aménagement du domaine public routier	Première lecture 27 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	23
19		Confirmation des engagements financiers conclus au titre des contrats de plan État-région	Première lecture 27 février 2004	24
20		Abrogation des décrets impériaux relatifs au financement de l'entretien de la voirie à Paris	Première lecture 27 février 2004	25

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

ARTICLES		OBJET	DATE  de discussion à l'Assemblée nationale	ARTICLES  de la loi
Projet de loi	Additionnels			
21		Maîtrise d'ouvrage d'opérations routières en cours lors du transfert de voirie	Première lecture 27 février 2004	26
	21 bis (A.N.)	Autorisations de stationnement pour les personnes handicapées délivrées par les maires	Première lecture 27 février 2004	27
		<b>CHAPITRE II</b> <b>Les grands équipements</b>		
22		Transfert des aérodromes et hélistations civils	Première lecture 27 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	28
23		Habilitation à actualiser et adapter par ordonnance certaines dispositions du code de l'aviation civile	Première lecture 27 février 2004	29
24		Transfert des ports maritimes non autonomes de l'État	Première lecture 27 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	30
25		Habilitation à actualiser et à adapter certaines dispositions du code des ports maritimes par ordonnance	Première lecture 27 février 2004	31
26		Transfert des voies navigables fluviales et ports intérieurs	Première lecture 27 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	32
27		Compétences du département en matière d'infrastructures de transports ferrés ou guidés non urbains	Première lecture 27 février 2004	33
	27 bis (A.N.)	Arbitrage du représentant de l'État en matière d'organisation de transports urbains	Première lecture 27 février 2004	34
	27 ter (A.N.)	Organisation des transports urbains	Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	35
28		Transfert à la région de la propriété des biens de l'État concédés aux sociétés d'aménagement régional	Première lecture 27 février 2004	36
		<b>CHAPITRE III</b> <b>Les transports dans la région d'Ile-de-France</b>		
	29 A (Sénat)	Rôle de la région Ile-de-France en matière de transports et déplacement	Première lecture 27 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	37
29		Organisation et compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France	Première lecture 27 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	38

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

ARTICLES		OBJET	DATE  de discussion à l'Assemblée nationale	ARTICLES  de la loi
Projet de loi	Additionnels			
30		Ressources du syndicat des transports d'Ile-de-France et de la régie autonome des transports parisiens	Première lecture 27 février 2004	39
31		Plan de déplacements urbains et plans locaux de déplacement dans la région Ile-de-France	Première lecture 27 février 2004	40
32		Organisation des transports scolaires en région Ile-de-France	Première lecture 27 février 2004	41
33		Entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre	Première lecture 27 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	42
34		Décrets en Conseil d'État	Première lecture 27 février 2004	43
		<b>CHAPITRE IV</b> <b>Les fonds structurels européens</b>		
35		Les fonds structurels européens	Première lecture 27 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	44
		<b>CHAPITRE V</b> <b>Les plans d'élimination des déchets</b>		
36		Les plans d'élimination des déchets ménagers	Première lecture 27 février 2004	45
37		Compétences de l'État à l'égard des plans d'élimination des déchets ménagers	Première lecture 27 février 2004	46
	37 bis (Sénat)	Pouvoir de substitution du préfet pour l'élaboration des plans d'élimination des déchets industriels spéciaux	Première lecture 27 février 2004	47
38		Dispositions transitoires	Première lecture 27 février 2004	48
		<b>TITRE III</b> <b>LA SOLIDARITÉ ET LA SANTÉ</b>		
		<b>CHAPITRE I<sup>er</sup></b> <b>L'action sociale et médico-sociale</b>		
39		Affirmation du rôle de coordination du département en matière d'action sociale et d'insertion	Première lecture 27 février 2004	49
40		Transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale	Première lecture 27 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	50
41		Transfert aux départements des fonds d'aide aux jeunes en difficulté	Première lecture 27 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	51

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

ARTICLES		OBJET	DATE	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels			
42		Compétences de l'État en matière de formation des travailleurs sociaux	Première lecture 27 février 2004	52
43		Agrément et financement par la région des établissements de formation en travail social	Première lecture 27 février 2004	53
44		Conventions de financement entre les régions et les établissements de formation en travail social et médico-social	Première lecture 27 février 2004	54
45		Transfert aux régions de l'attribution des aides aux étudiants inscrits dans les établissements dispensant des formations sociales	Première lecture 27 février 2004	55
46		Coordination par le département de l'action en faveur des personnes âgées	Première lecture 27 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	56
47		Comités départementaux des retraités et personnes âgées	Première lecture 27 février 2004	57
	47 bis (Sénat)	Compétence du président du conseil général en matière de remise ou de réduction en cas de paiements indus d'allocation RMI	Deuxième lecture* 27 juillet 2004	58
		<b>CHAPITRE II</b>		
		<b>Mise en œuvre de la protection judiciaire de la jeunesse</b>		
48		Extension, à titre expérimental, des compétences des départements pour la mise en œuvre des mesures d'assistance éducative dans le cadre de la protection judiciaire de la jeunesse	Première lecture 27 février 2004	59
		<b>CHAPITRE III</b>		
		<b>Le logement social et la construction</b>		
	49 A (Sénat)	Transfert aux maires et aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale du contingent préfectoral de logements sociaux	Première lecture 27 février 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	60
49		Délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents	Première lecture 27 février et 1 <sup>er</sup> mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	61
	49 bis A (Sénat)	Composition du conseil d'administration de l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)	Deuxième lecture* 27 juillet 2004	62
	49 bis (A.N.)	Conventionnement global des organismes d'habitations à loyer modéré	Première lecture 1 <sup>er</sup> mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	63

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

ARTICLES		OBJET	DATE	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels			
	49 ter (A.N.)	Garanties apportées par les communes pour la réalisation d'opérations de logements locatifs sociaux	Première lecture 1 <sup>er</sup> mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	64
50		Transfert aux départements des fonds de solidarité pour le logement	Première lecture 1 <sup>er</sup> mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	65
51		Transfert aux communes et aux EPCI des logements étudiants	Première lecture 1 <sup>er</sup> mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	66
52 Supprimé (A.N.)		Limitation de l'aide gratuite de l'État au titre de l'étude technique des demandes de permis de construire	Première lecture 1 <sup>er</sup> mars 2004	
	52 bis A (A.N.)	Permis de construire	Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	67
	52 bis (Sénat)	Suppression de l'accord de l'État en matière de délivrance du permis de démolir	Première lecture 1 <sup>er</sup> mars 2004	68
		<b>CHAPITRE IV</b> <b>La santé</b>		
53		Participation des représentants des régions, avec voix consultative, aux commissions exécutives des agences régionales de l'hospitalisation	Première lecture 2 mars 2004	69
54		Possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH	Première lecture 2 mars 2004	70
55 Supprimé (Sénat)		Programmes régionaux de santé publique	Première lecture 2 mars 2004	
56		Transfert à l'État de la responsabilité des campagnes de prévention et de lutte contre les grandes maladies	Première lecture 2 mars 2004 CMP 30 juillet 2004	71
57		Lutte contre les insectes vecteurs de maladies humaines	Première lecture 2 mars 2004 CMP 30 juillet 2004	72
58		Transfert aux régions de la gestion des écoles de formation des professions paramédicale	Première lecture 2 mars 2004 CMP 30 juillet 2004	73

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

ARTICLES		OBJET	DATE	ARTICLES
Projet de loi	Additionnels			
59		Expérimentation du transfert aux communes de la responsabilité de la politique de résorption de l'insalubrité dans l'habitat	Première lecture 2 mars 2004	74
		<b>TITRE IV</b> <b>L'ÉDUCATION, LA CULTURE ET LE SPORT</b>		
		<b>CHAPITRE I<sup>er</sup></b> <b>Les enseignements</b>		
60		Compétence de l'État en matière d'éducation	Première lecture 2 mars 2004	75
61		Création du conseil territorial de l'éducation nationale	Première lecture 2 mars 2004	76
62		Le schéma prévisionnel des formations	Première lecture 3 mars 2004	77
63		Réforme des conseils académiques de l'éducation nationale	Première lecture 3 mars 2004	78
64		Transfert aux collectivités territoriales de la propriété des biens immobiliers des collèges et lycées	Première lecture 3 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	79
65		Sectorisation des écoles publiques	Première lecture 3 mars 2004	80
66		Sectorisation des collèges publics et organisation des transports scolaires	Première lecture 3 mars 2004	81
67		Transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service	Première lecture 3 mars 2004	82
	67 bis A (Sénat)	Recrutement des personnels techniciens, ouvriers et de service pour la rentrée 2005	Deuxième lecture* 27 juillet 2004	83
	67 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Transfert aux départements de la responsabilité de la médecine scolaire	Première lecture 3 mars 2004	
68		Transfert aux départements et aux régions des établissements d'enseignement demeurés à la charge de l'État	Première lecture 3 mars 2004	84
69		Transformation de certains établissements d'enseignement du second degré en établissements publics locaux d'enseignement	Première lecture 3 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	85
	69 bis (A.N.)	Expérimentation en matière de création d'établissements publics d'enseignement primaire	Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	86
70		Prise en charge des dépenses de fonctionnement des écoles publiques et privées par les établissements publics de coopération intercommunale	Première lecture 3 mars 2004	87
	70 bis A (Sénat)	Participation des départements et des régions au financement des frais de transport scolaire	Deuxième lecture* 27 juillet 2004	88
	70 bis B (Sénat)	Participation des communes de résidence aux frais de fonctionnement des écoles privées sous contrat situées sur le territoire d'une autre commune	Deuxième lecture* 27 juillet 2004	89

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

ARTICLES		OBJET	DATE	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels			
	70 bis (Sénat)	Transports scolaires	Première lecture 3 mars 2004	90
	70 ter (Sénat)	Création de groupements d'intérêt public pour la prise en charge des activités périscolaires	Première lecture 3 mars 2004	91
	70 quater (A.N.)	Prérogatives des maires d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille à l'égard des conseils d'école et des équipements de proximité	Première lecture 3 mars 2004	92
	70 quinquies (Sénat)	Mesures sociales en faveur des élèves	Deuxième lecture* 27 juillet 2004	93
71		Transfert aux régions des écoles nationales de la marine marchande	Première lecture 3 mars 2004	94
		<b>CHAPITRE II</b> <b>Le patrimoine</b>		
72		Compétences en matière d'Inventaire général du patrimoine culturel	Première lecture 3 mars 2004	95
	72 bis (A.N.)	Reprise par les collectivités territoriales des contrats des personnels de droit privé travaillant aux opérations d'inventaire	Première lecture 3 mars 2004	96
73		Transfert aux collectivités territoriales de la propriété de certains monuments historiques appartenant à l'État ainsi que des objets mobiliers qu'ils renferment	Première lecture 3 mars 2004	97
	73 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Prêt des collections du Musée du Louvre aux musées de France	Première lecture 3 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	98
74		Transfert à titre expérimental de la gestion des crédits relatifs aux travaux d'entretien et de restauration des monuments historiques n'appartenant pas à l'État	Première lecture 4 et 5 mars 2004	99
	74 bis (A.N.) Supprimé (Sénat)	Conditions d'organisation des travaux sur les monuments protégés n'appartenant pas à l'État	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	
	74 ter (A.N.)	Interdiction aux architectes des bâtiments de France d'exercer une activité libérale	Première lecture 4 mars 2004	100
		<b>CHAPITRE III</b> <b>Les enseignements artistiques du spectacle</b>		
75		Compétences des collectivités territoriales et de l'État à l'égard des établissements d'enseignement public de musique, de danse et d'art dramatique	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	101
76		Établissements d'enseignement supérieur de formation aux métiers du spectacle relevant de l'État	Première lecture 4 mars 2004	102

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

<b>CHAPITRE IV</b>				
<b>Le sport</b>				
	76 bis (A.N.)	Utilisation du produit de la taxe départementale des espaces naturels sensibles	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	103
	76 ter (A.N.) Supprimé (Sénat)	Conférence régionale de développement du sport	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	
	76 quater (A.N.) Supprimé (Sénat)	Compétences du département en matière de développement des sports de nature	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	
	76 quinquies (A.N.) Supprimé (Sénat)	Protection des espaces destinés aux sports de nature inscrits dans les plans départementaux d'itinéraires de promenade et de randonnée	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	
	76 sexies (A.N.) Supprimé (Sénat)	Rôle du département en faveur de la pratique du sport par les personnes handicapées ou en difficultés sociales	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	
<b>TITRE V</b>				
<b>TRANSFERTS DE SERVICES ET GARANTIES INDIVIDUELLES DES AGENTS</b>				
<b>CHAPITRE I<sup>er</sup></b>				
<b>Mises à disposition et transfert des services et des agents</b>				
77		Transfert des services ou parties de services participant à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	104
78		Mises à disposition des personnels de l'État	Première lecture 4 mars 2004	105
79		Adaptation des modalités de mise à disposition et de transfert des agents non titulaires de l'Etat susceptibles de bénéficier d'une mesure de titularisation	Première lecture 4 mars 2004	106
	79 bis A (Sénat)	Mise à disposition des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées	Deuxième lecture* 27 juillet 2004	107
	79 bis (A.N.)	Dépôt d'un rapport annuel au Parlement	Première lecture 4 mars 2004	108
<b>CHAPITRE II</b>				
<b>Situation individuelle des agents</b>				
80		Droit d'option des fonctionnaires des services transférés	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	109

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

81		Transfert des agents non titulaires de l'État et de ses établissements publics	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	110
82		Maintien du bénéfice des années accomplies en "service actif"	Première lecture 4 mars 2004	111
		<b>CHAPITRE III</b> <b>Mises à disposition au titre de l'expérimentation et des délégations de compétences</b>		
83		Mise à disposition de services ou parties de services et de personnels au titre d'une expérimentation ou d'une délégation de compétences	Première lecture 4 mars 2004	112
		<b>CHAPITRE IV</b> <b>Dispositions diverses</b>		
84		Constitution d'une commission commune	Première lecture 4 mars 2004	113
85		Consultation des comités techniques paritaires	Première lecture 4 mars 2004 CMP 30 juillet 2004	114
86		Clarification de dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale	Première lecture 4 mars 2004	115
87		Applicabilité du dispositif de mise à disposition et de transfert aux agents affectés dans des services transférés à la collectivité territoriale de Paris	Première lecture 4 mars 2004	116
	87 bis (A.N.)	Extension du champ d'application du titre V aux transferts de compétences prévus par la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages	Première lecture 4 mars 2004	117
		<b>TITRE VI</b> <b>COMPENSATION DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES</b>		
	88 A (Sénat)	Intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	118
88		Application des règles de droit commun pour la compensation financière des transferts de compétences à titre définitif entre l'Etat et les collectivités territoriales	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	119
	88 bis (Sénat)	Compensation de création ou d'extension de compétences	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	120
	88 ter (Sénat) Supprimé (A.N.)	Bilan de la commission consultative sur l'évaluation des charges	Première lecture 4 mars 2004	
89		Modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	121

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

<b>TITRE VII</b>				
<b>PARTICIPATION DES ÉLECTEURS AUX DÉCISIONS LOCALES ET ÉVALUATION DES POLITIQUES LOCALES</b>				
<b>CHAPITRE I<sup>er</sup></b>				
<b>Consultation des électeurs et fonctionnement des assemblées locales</b>				
90		Consultation des électeurs des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	122
	90 bis (A.N.)	Consultation des électeurs en cas de fusion de communes	Première lecture 4 mars 2004	123
	90 ter (A.N.)	Mise à la disposition des élus, à titre individuel, des moyens informatiques et de télécommunications nécessaires aux échanges d'informations	Première lecture 4 mars 2004	124
91		Transmission dématérialisée des convocations, ordres du jour et documents d'information	Première lecture 4 mars 2004	125
	91 bis (Sénat)	Majorités relatives au fonctionnement des sections de communes	Deuxième lecture* 27 juillet 2004	126
	91 ter (Sénat)	Ventes de biens sectionnaux dans le cadre de l'implantation de lotissements	Deuxième lecture* 27 juillet 2004	127
	91 quater (Sénat)	Suppression d'une section de commune tombée en désuétude	Deuxième lecture* 27 juillet 2004	128
	91 quinquies (Sénat)	Délibérations du conseil général et du conseil régional en matière de délégations de compétence	Deuxième lecture* 27 juillet 2004	129
<b>CHAPITRE II</b>				
<b>Évaluation des politiques locales</b>				
	92 Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.) Supprimé (CMP)	Évaluation des politiques locales - création d'un Conseil national des politiques publiques locales	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	
93		Recueil des statistiques par l'État - mise en place d'un système d'informations partagée	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	130
<b>TITRE VIII</b>				
<b>MISSIONS ET ORGANISATION DE L'ÉTAT</b>				
<b>CHAPITRE I<sup>er</sup></b>				
<b>Missions et organisation territoriale de l'État</b>				
94		Missions et compétences du préfet de région	Première lecture 4 mars 2004	131
95		Missions et compétences du préfet de département	Première lecture 4 mars 2004	132
	95 bis (A.N.)	Information réciproque du maire et du préfet	Première lecture 4 mars 2004	133

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

	95 ter (A.N.)	Information réciproque du président du conseil général et du préfet	Première lecture 4 mars 2004	134
96		Déconcentration des décisions relatives aux limites territoriales des arrondissements	Première lecture 4 mars 2004	135
	96 bis A (Sénat) Supprimé (A.N.)	Éligibilité au conseil municipal des communes associées de moins de 30 000 habitants	Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	
	96 bis (A.N.)	Transfert au préfet de la compétence de sectionnement électoral des communes	Première lecture 4 mars 2004	136
97		Déconcentration des décisions en matière de coopération transfrontalière décentralisée	Première lecture 4 mars 2004	137
		<b>CHAPITRE II</b> <b>Contrôle de légalité</b>		
98 Supprimé (Sénat)		Habilitation à réformer par ordonnance le contrôle de légalité	Première lecture 4 mars 2004	
	98 bis (Sénat)	Délai de transmission au représentant de l'État des actes individuels des collectivités territoriales	Première lecture 4 mars 2004	138
	98 ter (Sénat)	Transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales au représentant de l'État	Première lecture 4 mars 2004	139
	98 quater (Sénat)	Réduction du nombre d'actes soumis à l'obligation de transmission au représentant de l'État	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	140
	98 quinquies (Sénat)	Périodicité du rapport au Parlement sur le contrôle de légalité	Première lecture 4 mars 2004	141
		<b>TITRE IX</b> <b>DES COMMUNES ET DE L'INTERCOMMUNALITÉ</b>		
		<b>CHAPITRE I<sup>er</sup></b> <b>Les compétences des communes et des maires</b>		
	99 AA (A.N.)	Nominations ou présentations au sein du conseil municipal	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	142
	99 AB (A.N.)	Maintien dans les fonctions d'adjoint au maire	Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	143
	99 AC (A.N.)	Conditions de désignation d'un nouvel adjoint	Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	144
	99 A (Sénat)	Compétence des communes	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	145
99		Communication aux maires de la liste des étrangers naturalisés dans leur commune en vue de l'organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française	Première lecture 4 mars 2004	146
100		Dévolution aux communes des biens vacants et sans maître	Première lecture 4 mars 2004	147

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

	100 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Centres communaux et intercommunaux d'action sociale	Première lecture 4 mars 2004	
	100 ter A (A.N.) Supprimé (Sénat) Rétabli (A.N.)	Incompatibilité entre les fonctions d' élu municipal et celles de salarié du centre communal d'action sociale	Première lecture 4 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	148
	100 ter (Sénat)	Délégation au maire de la réalisation de certaines lignes de trésorerie	Première lecture 4 mars 2004	149
	100 quater (A.N.)	Propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique	Première lecture 4 mars 2004	150
		<b>CHAPITRE II</b> <b>Les délégations de compétences aux établissements publics de coopération intercommunale</b>		
101		Délégation aux EPCI à fiscalité propre de l'exercice de compétences dévolues aux départements et aux régions	Première lecture 5 mars 2004	151
		<b>CHAPITRE III</b> <b>La transformation et la fusion des établissements publics de coopération intercommunale</b>		
102		Transformation des syndicats intercommunaux en communautés de communes ou en communautés d' agglomération	Première lecture 5 mars 2004	152
103		Fusions entre EPCI dont l'un au moins est un établissement à fiscalité propre	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	153
104		Régime fiscal des fusions entre EPCI dont l'un au moins est un établissement à fiscalité propre	Première lecture 5 mars 2004	154
105		Fusions entre syndicats mixtes	Première lecture 5 mars 2004	155
106		Transformation des syndicats d' agglomération nouvelle en communautés d' agglomération - Fusion avec un EPCI à fiscalité propre	Première lecture 5 mars 2004	156
	106 bis (A.N.)	Aide financière à la fusion de communes	Première lecture 5 mars 2004	157
		<b>CHAPITRE IV</b> <b>L' amélioration des conditions de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale</b>		
	107 A (A.N.)	Représentation des communes associées au sein de l' organe délibérant d' un EPCI	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	158
107		Modification du nombre et de la répartition des sièges au sein de l' organe délibérant d' un EPCI	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	159
108		Modification du nombre et de la répartition des sièges en cas d' extension du périmètre d' un EPCI due à une transformation	Première lecture 5 mars 2004	160
109		Nombre de sièges attribués à un EPCI se substituant à ses communes membres au sein du comité syndical d' un syndicat mixte	Première lecture 5 mars 2004	161

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l' article 49, alinéa 3, de la Constitution

110		Répartition des sièges à la suite d'une extension du périmètre d'une communauté urbaine	Première lecture 5 mars 2004	162
111		Pouvoirs de police du président de l'organe délibérant d'un EPCI à fiscalité propre	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	163
	111 bis (A.N.) Supprimé (Sénat)	Recrutement par les EPCI à cotisation fiscalisée d'agents de police municipale	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	
112		Définition de l'intérêt communautaire	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	164
	112 bis (Sénat)	Partages de services entre les communautés urbaines et leurs communes membres	Première lecture 5 mars 2004	165
113		Partages de services entre les établissements publics de coopération intercommunale et leurs communes membres	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	166
	113 bis (Sénat)	Délégations d'attributions au président et au bureau de l'organe délibérant d'un EPCI	Première lecture 5 mars 2004	167
	113 ter (A.N.)	Emploi de personnels de direction contractuels par les EPCI	Première lecture 5 mars 2004	168
114		Délégations d'attributions au président et au bureau de l'organe délibérant d'un EPCI	Première lecture 5 mars 2004	169
115		Constitution de groupes d'élus au sein de l'organe délibérant des communautés urbaines et des communautés d'agglomération	Première lecture 5 mars 2004	170
116		Statuts des EPCI	Première lecture 5 mars 2004	171
	116 bis (A.N.) Supprimé (Sénat)	Communication sur les flux financiers entre l'EPCI et les communes membres	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	
117		Retrait d'une commune d'un EPCI - conséquence de ce retrait sur les syndicats mixtes auxquels appartient cet établissement	Première lecture 5 mars 2004	172
	117 bis A (Sénat)	Retrait d'une communauté d'agglomération	Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	173
	117 bis (Sénat)	Majorité requise pour l'adhésion d'une commune à un EPCI	Première lecture 5 mars 2004	174
	117 ter (A.N.)	Compétence du préfet pour autoriser l'adhésion d'une ou plusieurs communes à un EPCI à fiscalité propre en cas de refus d'une seule autre commune	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	175
118		Reconnaissance de la qualité de syndicats mixtes fermés aux syndicats composés exclusivement d'EPCI	Première lecture 5 mars 2004	176
119		Dissolution des syndicats mixtes ouverts	Première lecture 5 mars 2004	177

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

<b>CHAPITRE V</b>				
<b>Dispositions diverses relatives à l'intercommunalité</b>				
	120 A (A.N.)	Taxe locale d'électricité	Première lecture 5 mars 2004	178
120		Extension aux équipements sportifs des compétences des communautés de communes à dotation globale de fonctionnement bonifiée	Première lecture 5 mars 2004	179
121		Dispositions diverses	Première lecture 5 mars 2004	180
	121 bis (Sénat)	Relations financières entre syndicats de communes et communes membres	Première lecture 5 mars 2004	181
	121 ter (Sénat) Supprimé (A.N.)	Compétences en matière d'aménagement rural des communautés de communes à dotation globale de fonctionnement bonifiée	Première lecture 5 mars 2004	
122		Adhésion de plein droit d'une commune créée par détachement d'une partie du territoire d'une autre commune à l'établissement public de coopération intercommunale dont elle était membre	Première lecture 5 mars 2004	182
123		Attribution de compensation	Première lecture 5 mars 2004	183
	123 bis (A.N.)	Révision de l'attribution de compensation	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	184
124		Dotation de solidarité communautaire	Première lecture 5 mars 2004	185
125		Fonds de concours entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et leurs communes membres	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	186
	125 bis (Sénat) Supprimé (A.N.)	Exonération des prestations de services effectuées par les communautés urbaines et les communautés d'agglomération de toutes formalités préalables	Première lecture 5 mars 2004	
	125 ter (Sénat)	Adhésion de collectivités territoriales étrangères à un syndicat mixte	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	187
	125 quater A (A.N.)	Perception de la taxe sur l'électricité par les syndicats mixtes d'électricité composés de communes, de départements ou d'EPCI	Première lecture 5 mars 2004	188
	125 quater (Sénat)	Conventions de partage de taxe professionnelle ou de taxe foncière entre EPCI ou EPCI et communes	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	189
	125 quinquies (A.N.)	Honorariat pour les élus de plusieurs collectivités territoriales de même nature	Première lecture 5 mars 2004	190
	125 sexies (A.N.) Supprimé (Sénat)	Incompatibilité des fonctions de secrétaire général, directeur ou directeur adjoint d'un EPCI avec le mandat de conseiller municipal d'une commune membre	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

	125 septies (A.N.)	Conventions de gestion de certains équipements entre communautés de communes et communes membres	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	191
	125 octies (A.N.)	Ententes et conventions entre communes, EPCI ou syndicats mixtes - conférences sur les questions d'intérêt commun	Première lecture 5 mars 2004	192
	125 nonies (A.N.)	Taxe spéciale d'équipement	Première lecture 5 mars 2004	193
		TITRE IX bis (Supprimé)		
	Supprimé	<b>MESURES DE SIMPLIFICATION</b>		
	125 decies (A.N.) Supprimé (Sénat)	Habilitation du Gouvernement à simplifier par ordonnance les règles d'engagement des travaux et des enquêtes publiques	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004	
		TITRE X		
		<b>DISPOSITIONS FINALES</b>		
	126 AA (Sénat)	Suppression de l'obligation de remplacer les délégués de la commune dans les organismes extérieurs après l'élection d'un nouveau maire	Deuxième lecture* 27 juillet 2004	194
	126 A (A.N.)	Délégation de signature du maire	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	195
	126 B (A.N.)	Allocation différentielle de fin de mandat	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	196
	126 C (A.N.)	Qualification juridique de la régie dotée de la personnalité morale	Première lecture 5 mars 2004	197
	126 D (A.N.)	Indemnisation des conseillers d'arrondissement ayant reçu délégation de fonction du maire	Première lecture 5 mars 2004	198
126		Entrée en vigueur de la loi	Première lecture 5 mars 2004	199
	126 bis (A.N.)	Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'adhésion et au retrait d'une commune d'un EPCI	Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	200
	126 ter (A.N.)	Modification de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage	Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	201
	127 (A.N.)	Conférence des exécutifs	Première lecture 5 mars 2004 Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	202

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

	128 (Sénat) Supprimé (A.N.) Rétabli (CMP)	Conditions de transfert des personnels techniciens, ouvriers et de service dans les départements d'outre-mer	Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	203
	129 (A.N.) Supprimé (CMP)	Entrée en vigueur de la loi subordonnée à la publication de la loi organique prévue par le troisième alinéa de l'article 72-2 de la Constitution	Deuxième lecture* 27 juillet 2004 CMP 30 juillet 2004	

Assemblée nationale – Service des Archives et de la Recherche historique parlementaire

\* projet de loi considéré comme adopté par l'Assemblée nationale par le rejet de la motion de censure, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution